

BE-A0523_724183_807390_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Lincet. Dépôt 2023, 1795-1976.



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Instruments de recherche.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	12
Contenu et structure.....	13
Contenu.....	13
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	13
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	14
État civil.....	14
Population.....	15
Élections.....	15
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	16
Bienfaisance ou assistance publique.....	16
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	17
Sélections et éliminations.....	17
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
2 - 10 Mémentos journaliers. 1927-1929, 1931-1936.....	21
B. Publication et affichage des règlements et arrêtés.....	21
C. Registres/répertoires concernant les enquêtes publiques (" de comodo et incommodo ").....	22
D. Correspondance générale.....	22
15 - 19 Registres-indicateurs de la correspondance sortante. 1922-1947, 1949-1963, 1969-1975.....	22
E. États généraux, enquêtes et statistiques générales.....	22
F. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
21 - 27 Dossiers relatifs aux litiges impliquant la commune. 1947-1975.....	22
II. Organisation et personnel.....	24
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	24
28 - 29 Dossiers relatifs aux coopérations intercommunales. 1941-1977.....	24
B. Organisation et membres des organes politiques.....	24

C. Personnel des services.....	24
1. Généralités.....	24
39 - 40 Registres du personnel. 1957-1963, 1966.....	25
2. Dossiers du personnel.....	25
44 - 45 Dossiers individuels des cantonniers. 1937-1957, 1966-1975.....	25
47 - 50 Dossiers individuels du personnel enseignant. 1955, 1957-1960....	25
51 - 52 Dossiers individuels des gardes-champêtres. 1962-1976.....	26
III. Patrimoine.....	27
55 - 58 Dossiers relatifs aux emprises réalisées dans le cadre de travaux d'amélioration de la voirie. 1921, 1930-1936, 1968-1972.....	27
IV. Finances et fiscalité.....	29
A. Comptabilité du secrétariat.....	29
68 - 71 Budgets annuels. 1943-1955, 1958-1977.....	29
B. Comptabilité du receveur.....	29
78 - 88 Journaux généraux et livres-journaux de caisse. 1919-1948, 1953-1963.	29
89 - 90 Pièces justificatives aux comptes. 1926, 1941.....	30
91 - 93 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1931-1937, 1976.....	30
92 - 93 Dépenses. 1931-1937, 1976.....	31
95 - 98 Comptes annuels. 1942-1943, 1945, 1958-1976.....	31
C. Impositions et taxes.....	31
103 - 105 Dossiers relatifs aux taxes communales. 1950-1957, 1965-1968....	31
106 - 108 Dossiers relatifs à la création et au renouvellement de taxes communales et de centimes additionnels. 1951-1976.....	32
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	32
114 - 118 Matrices cadastrales. 1845-1920.....	32
V. État civil.....	34
VI. Population.....	35
A. Généralités.....	35
B. Registres et mouvements de la population.....	35
128 - 148 Registres de la population. 1847-1947.....	35
128 - 129 1847-1856.....	35
130 - 131 1857-1866.....	35
132 - 133 1867-1876.....	35
134 - 135 1877-1890.....	36
136 - 137 1891-1900.....	36
138 - 140 1901-1910.....	36
141 - 144 1911-1920.....	36
145 - 147 1921-1930.....	36
149 - 151 Index des registres de la population. 1847-1856, 1877-1900.....	37
154 - 155 Registres des entrées. 1901-1962.....	37
156 - 159 Registre des sorties. 1901-1968.....	37
C. Recensements et autres états de la population.....	38
160 - 161 Recensements généraux de la population au 31 décembre. 1961, 1970.....	38
162 - 165 Relevés généraux du mouvement de la population et de l'état civil. 1948-1976.....	38
D. Étrangers.....	38
VII. Élections.....	39
A. Listes électorales et listes dérivées.....	39
168 - 169 Listes des citoyens qui réunissent les conditions pour être électeurs. 1833-1896.....	39
171 - 196 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1844,	

1851, 1857, 1860, 1894-1978.....	39
B. Révision des listes électorales.....	41
201 - 211 Listes des électeurs aux chambres législatives, aux conseils provinciaux et aux conseils communaux produites dans le cadre de révisions. 1886-1892, 1935, 1937, 1958-1960, 1966-1968, 1970.....	41
212 - 214 Registres aux réclamations électorales. 1894-1921, 1928-1945, 1949-1959.....	42
C. Dossiers des élections.....	42
222 - 225 Dossiers relatifs aux élections législatives et provinciales. 1958, 1965, 1968, 1971.....	43
VIII. Affaires militaires et guerres.....	44
A. Service militaire.....	44
227 - 231 Listes alphabétiques et registres d'inscription des miliciens. 1816- 1922.....	44
239 - 291 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1923-1973.....	45
299 - 302 Dossier relatif aux indemnités de milice en faveur des ayants droit des militaires soldés de l'armée belge. 1939-1947, 1951-1969.....	48
306 - 308 Listes nominatives des miliciens. 1948-1965.....	49
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	50
315 - 319 Registres de classement. 1927-1940.....	50
318 - 319 Chevaux. [1934-1940].....	50
C. Guerres et conséquences.....	50
323 - 324 Registres des personnes secourues. 1918, [1940].....	50
IX. Ordre et sécurité publics.....	53
A. Police.....	53
343 - 346 Registres aux condamnations judiciaires. [1865-1949].....	53
B. Garde communale.....	54
C. Service d'incendie et protection civile.....	54
X. Santé publique.....	55
A. Services communaux.....	55
B. Exécution des tâches communales.....	55
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	55
2. Lutte contre les maladies non épidémiques.....	55
3. Police sanitaire des animaux domestiques.....	55
370 - 373 Dossiers relatifs à la lutte contre les maladies contagieuses chez les animaux domestiques. 1950-1970.....	56
4. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	56
5. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	56
375 - 378 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation et d'exploitation d'établissements considérés comme dangereux, insalubres ou incommodes. 1960-1965, 1976.....	56
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	58
A. Généralités.....	58
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	58
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	58
386 - 391 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration de la voirie. 1894-1973.	58
401 - 406 Pièces relatives au projet d'amélioration du chemin n° 39, dit " rue du Trou ", et de création d'un chemin pour relier le chemin n° 39 au sentier n° 38, dit " Pierreuse ". 1958.....	59
D. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	60
E. Services d'utilité publique.....	60

1. Distribution d'eau.....	60
414 - 416 Dossier relatif aux travaux réalisés sur le réseau. 1954-1975.....	61
2. Distribution d'électricité.....	61
3. Éclairage public.....	61
4. Téléphone.....	61
423 - 425 Dossiers relatifs aux installations téléphoniques réalisées sur le domaine public communal. 1953-1958, 1960-1976.....	61
5. Transports en commun.....	62
F. Aménagement du territoire.....	62
427 - 430 Plans cadastraux. 1921, 1940.....	62
XII. Enseignement.....	63
435 - 437 Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1948-1949, 1952- 1969.....	63
XIII. Culture, sports et divertissements.....	64
XIV. Économie.....	65
A. Agriculture et sylviculture.....	65
448 - 450 Listes et relevés nominatifs des exploitants. 1857, 1949-1950, 1959- 1963.....	65
451 - 454 Recensements agricoles et horticoles. 1946, 1948, 1950-1951, 1955- 1956, 1966-1976.....	65
B. Commerce.....	66
XV. Affaires sociales et règlementation du travail.....	67
467 - 468 Dossiers relatifs aux admissions et hospitalisations. 1928-1950.....	67
470 - 471 Registres d'inscription des ayants droit à la pension majorée. 1947- 1971.....	67
472 - 474 Dossiers relatifs aux logements sociaux. 1948-1969.....	67
478 - 480 Dossiers relatifs à la mise au travail des chômeurs. 1954-1957, 1960- 1968, 1971-1972, 1976.....	68
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique.....	69
A. Bureau de bienfaisance.....	69
484 - 486 Budgets annuels. 1900-1925.....	69
487 - 489 Comptes annuels. 1899-1925.....	69
491 - 492 Journaux généraux et livres de caisse. 1906-1927.....	69
B. Commission d'assistance publique.....	70
1. Généralités.....	70
496 - 498 Registres aux délibérations. 1937-1977.....	70
2. Personnel.....	70
500 - 503 Dossiers relatifs au renouvellement et à l'installation des membres. 1931-1937, 1953, 1959, 1965, 1971-1974.....	70
3. Patrimoine.....	71
4. Finances.....	71
510 - 515 Budgets annuels. 1926-1977.....	71
516 - 521 Comptes annuels. 1928-1976.....	71
522 - 547 Pièces justificatives aux comptes. 1931-1976. Les pièces justificatives subsistantes antérieures à 1950 ont été intégralement conservées. Pour les années plus récentes, un tri a été opéré. Les années 1950, 1956, 1962, 1968, 1974 et 1976 ont été entièrement conservées tandis qu'une sélection a été réalisée sur une base qualitative pour les autres années.....	72
548 - 551 Livres-journaux de caisse. 1927-1955.....	74
555 - 583 Grands livres des recettes et des dépenses. 1949-1977.....	74
5. Exécution des tâches.....	76

a. Aide sociale.....	76
588 - 590 Dossiers sociaux. 1948-1976.....	76
b. Service des Secours civils.....	77
595 - 596 Tableaux récapitulatifs des secours aux indigents. 1940-1941.	77
XVII. Relations avec la fabrique d'église.....	79
A. Généralités.....	79
B. Personnel.....	79
C. Patrimoine.....	79
D. Finances.....	79
615 - 620 Budgets annuels. 1925-1937, 1947-1976.....	79
621 - 625 Comptes annuels. 1926-1927, 1946-1956, 1962-1976.....	80
626 - 627 Pièces justificatives aux comptes. 1973-1974.....	80

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune Lincet. Dépôt 2023

Période:
1795 - 1976

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0523.8294

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Liège

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans. Pour les registres de moins de 120 ans, une autorisation du Collège communal est nécessaire.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Cet inventaire remplace l'inventaire suivant : TELLIER E. et BAUWENS P., *Inventaire des archives communales déposées aux Archives de l'État à Huy*, t. 1, Bruxelles, 1968, p. 30-32.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Lincet

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Lincet dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Landen, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Lincet devient une commune à part entière. Elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Landen en 1802, puis dans celui de Hannut à partir de 1963. ¹

La commune fait partie du département de l'Ourthe (1795-1814) puis de la province de Liège. Elle fait également partie de l'arrondissement administratif de Waremme et de l'arrondissement judiciaire de Huy. Lincet relève par ailleurs du canton de milice de Landen à partir de 1817. ²

Les habitants vivent essentiellement de l'agriculture en cultivant notamment, les céréales. L'industrie et le commerce, sans être de première importance, sont mieux représentés que dans bon nombre de localités environnantes. Des carrières de pierre blanche sont exploitées du XVIIIe au XXe siècle. On peut également mentionner la présence de tisserands au XVIIIe siècle et de petites entreprises spécialisées dans la construction depuis la seconde moitié du XIXe siècle. De plus, les nombreux petits commerces et ateliers ont fait de Lincet un centre local qui a connu un net essor démographique entre 1800 et 1930. ³

L'église Saint-Pierre, de style romano-gothique, a été construite avec du tuffeau, une pierre provenant d'une carrière exploitée dans le village. Elle est classée depuis 1940. ⁴

La Bacquelaine, affluent de la Petite-Gette, prend sa source dans le village. ⁵

La population de Lincet évolue comme suit : 616 habitants en 1806, 912 en 1830, 1.134 en 1856, 1.400 en 1876, 1.544 en 1910, 1.375 en 1947 et 1.279 en 1976, pour une superficie de 742 hectares.

Le 1er janvier 1977, la commune de Lincet est fusionnée avec les communes de Pellaines et Racour pour former l'actuelle commune de Lincet.

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

3 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t.2, Bruxelles, p. 886.

4 Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Liège, Bruxelles, 2011, p. 317.

5 Idem.

La fusion forme une entité de 2.663 habitants pour 1.475 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Fusion de communes rurales à fonction résidentielle, centrée sur l'autoroute E5. En dépassant le seuil de 2.500 habitants, la nouvelle entité sera en mesure de rendre à sa population les services exigés par la vie moderne. ". ⁶

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux". ⁷

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal

6 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

7 Pasinomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836. Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc exclusivement sur le dossier central de la commune de Lincet constitué par les Archives de l'État à Liège.

Le 20 août 1965, le Collège communal confirme son choix de déposer aux Archives de l'État à Liège, l'ensemble des archives historiques n'ayant plus d'utilité administrative.⁸

8 ARCHIVES DE L'ÉTAT À LIÈGE (AÉL), Dossiers centraux, dossier " Commune de Lincet ".

Le 23 août 1990, Pierre Bauwens, assistant puis attaché aux Archives de l'État à Huy, mène une visite d'inspection à la commune de Lincet. Il mentionne dans son rapport que les archives sont conservées dans un local au premier étage de l'administration communale et que le secrétaire communal en a la charge " quand il en a le temps ". Elles sont séparées par anciennes communes et facilement identifiables. Les registres aux délibérations et les registres de la population sont conservés dans la salle du Conseil et dans le secrétariat communal. Pierre Bauwens juge l'état général bon. ⁹

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir la pérennité des documents subsistants, la commune a signé, en date du 8 juillet 2019, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'Archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Les archives de la commune de Lincet ont fait l'objet d'un premier dépôt aux Archives de l'État à Huy le 23 août 1965. Elles ont été transférées aux Archives de l'État à Liège lors de la fermeture du dépôt hutois en 2007. Un second dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Liège le \$\$-\$\$-2024 sous le n° 2024/\$.

9 AÉL, Dossiers centraux, dossier " Commune de Lincet " ; BAUWENS P., Les archives des communes et des CPAS de l'arrondissement judiciaire de Huy. Rapport d'inspection, Bruxelles, 1996, p. 25-27 (Archives générales du Royaume. Miscellanea Archivistica Studia, 82).

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Lincen entre 1795 et 1991. On peut citer la présence d'un registre aux délibérations du Conseil communal (voir le n° 1), de photographies de la commune (n° 33), des comptes et budgets (n° 68 à 71 et de 95 à 98), d'une matrice de rôle pour la contribution foncière (n° 99), d'un tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés non bâties et bâties (n° 112), d'un relevé des totaux des articles de la matrice cadastrale (n° 113), de matrices cadastrales (n° 114 à 118), d'un registre et d'un état indiquant les divisions de classement des parcelles (n° 119 et 120), d'un registre chronologique des inhumations au cimetière (n° 122), d'un dossier relatif aux concessions au cimetière (n° 123), d'un état individuel de la population (n° 125), d'un tableau de la population (n° 125), d'un registre aux délibérations du Bureau de bienfaisance (n° 483), des budgets et comptes du Bureau de bienfaisance (n° 484 à 489), de registres aux délibérations de la Commission d'assistance publique (n° 496 à 498) et de budgets et comptes de la Commission d'assistance publique (n° 510 à 521). Il contient également les registres de la population ouverts en 1847 et continués jusqu'en 1947. Enfin, la gestion de certains dossiers entamés avant 1977 a été poursuivie après la fusion des communes.¹⁰

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

10 Il s'agit des n° 32, 310 et 196 du présent inventaire.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de

première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales

varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des

enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont rédigées en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).
MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du

Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État à Liège. Les principales exceptions sont les registres aux délibérations, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des chemins vicinaux et des cours d'eau non navigables ni flottables.¹¹Ces documents n'ont pas été déposés soit parce qu'ils sont toujours utiles à l'administration communale, soit parce qu'ils existent en double, comme les registres d'état civil conservés aux Archives de l'État (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et les permis de bâtir conservés à la Région wallonne (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme)

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif.¹²Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne.

11 Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie : <http://geoportail.wallonie.be>.

12 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

¹³Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

13 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|----|---|-----------|
| 1 | Registre aux délibérations. 7 novembre 1836 - 9 mars 1857. | 1 volume |
| 2 | 2 - 10 MÉMENTOS JOURNALIERS. 1927-1929, 1931-1936.
1927. | 1 volume |
| 3 | 1928. | 1 volume |
| 4 | 1929. | 1 volume |
| 5 | 1931. | 1 volume |
| 6 | 1932. | 1 volume |
| 7 | 1933. | 1 volume |
| 8 | 1934. | 1 volume |
| 9 | 1935. | 1 volume |
| 10 | 1936. | 1 volume |
| 11 | Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1968, 1970. | 2 cahiers |
| 12 | B. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS
Registre aux publications. 1937, 1949. | 1 volume |

C. REGISTRES/RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")

- 13 Registre aux enquêtes de commodo et incommodo. 1924-1954.
1 volume

D. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 14 Registre de la correspondance. 1823-1836.
1 volume

15 - 19 REGISTRES-INDICATEURS DE LA CORRESPONDANCE SORTANTE. 1922-1947, 1949-1963, 1969-1975.

- 15 22 décembre 1922 - 19 mars 1947.
1 volume

- 16 3 janvier 1949 - 31 décembre 1951.
1 volume

- 17 2 janvier 1952 - 16 juin 1959.
1 volume

- 18 17 juin 1959 - 3 octobre 1963.
1 volume

- 19 2 janvier 1969 - 18 avril 1975.
1 volume

E. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES ET STATISTIQUES GÉNÉRALES

- 20 Questionnaires d'enquêtes générales sur la commune. [1952-1954], 1967.
1 chemise

F. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

21 - 27 DOSSIERS RELATIFS AUX LITIGES IMPLIQUANT LA COMMUNE. 1947-1975.

- 21 L. M., au sujet de sommes dues par la commune. 1947-1952.
1 chemise

- 22 Veuve C. D., au sujet d'un mur de clôture menaçant ruine et longeant la ruelle de l'ancienne église. 1951-1957.
1 chemise

- 23 M.-L. V., au sujet de la nomination d'une institutrice en chef. 1954-

	1956.	1 chemise
24	L. M., au sujet de baux dus à la commune. 1955-1959.	1 chemise
25	E. S., au sujet de dégradations survenues sur sa propriété. 1967-1972.	1 chemise
26	G. B., au sujet de factures impayées. 1970-1971.	1 chemise
27	D. et G., au sujet d'accidents de roulage en cause de la vétusté de la voirie communale. 1972-1975.	1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

28 - 29 DOSSIERS RELATIFS AUX COOPÉRATIONS INTERCOMMUNALES. 1941-1977.

- 28 Association intercommunale du home Eugène Malevé à Orp-le-Grand. 1941-1977. 1 chemise
- 29 Société coopérative intercommunale de voirie. 1951-1968. 1 liasse
- 30 Dossier relatif à la surveillance des signaux et repères géodésiques. 1947-1960. 1 chemise
- 31 Dossier relatif à la dénomination des rues. 1948-1968. 1 chemise
- 32 Dossier relatif à la fusion des communes. 1966-1978. 1 chemise
- 33 Photographies de la commune. [3e quart XXe siècle]. 1 chemise
- 34 Listes relatives au numérotage des maisons. [XXe siècle]. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

- 35 Dossier relatif à la nomination des échevins. 1921, 1924. 1 chemise
- 36 Dossier relatif à l'installation des conseillers communaux. 1953-1971. 1 chemise

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. GÉNÉRALITÉS

- 37 Dossier relatif aux distinctions honorifiques. 1949-1969. 1 chemise
- 38 Dossier relatif à la Caisse de répartition des pensions communales. 1950-1975.

		1 chemise
39	39 - 40 REGISTRES DU PERSONNEL. 1957-1963, 1966. 1957-1963.	1 cahier
40	1966.	1 cahier
41	2. DOSSIERS DU PERSONNEL Lettre de candidature de Xavier Lambert pour un poste d'instituteur primaire. 26 avril 1863.	1 pièce
42	Dossier individuel de François Ouart, receveur communal. 1921- 1922, 1950-1962.	1 liasse
43	Expédition d'un arrêté de la Députation permanente relatif à la peine disciplinaire infligée au receveur communal. 2 août 1926.	1 pièce
44	44 - 45 DOSSIERS INDIVIDUELS DES CANTONNIERS. 1937-1957, 1966-1975. Clément Noret. 1937-1957.	1 chemise
45	Ghislain Debroux. 1966-1975.	1 chemise
46	Dossier relatif aux suppléments de traitements payés au personnel enseignant. 1955-1959.	1 chemise
47	47 - 50 DOSSIERS INDIVIDUELS DU PERSONNEL ENSEIGNANT. 1955, 1957-1960. Madame Melery. 25 février 1955.	1 pièce
48	Isidore Tilliard. 1957-1958.	1 chemise
49	Madame Suys. 1958.	1 chemise

- 50 Madame Sevenans. 1959-1960. 2 pièces
- 51 *51 - 52 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES-CHAMPÊTRES. 1962-1976.*
Ghislain Debroux. 1962-1976. 1 chemise
- 52 Émile L'Homme. 1964. 1 chemise
- 53 Dossier individuel de Fernand Simon, secrétaire communal
intérimaire. 1970-1975. 1 chemise

III. PATRIMOINE

- 54 Livre-sommier des immeubles mis en location. 1898-1920.
1 volume
- 55 - 58 DOSSIERS RELATIFS AUX EMPRISES RÉALISÉES DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE LA VOIRIE. 1921, 1930-1936, 1968-1972.*
- 55 Chemin n° 44. 1921.
1 chemise
- 56 Chemin n° 7 et 14. 1930-1936.
1 liasse
- 57 Chemins n° 2, 5, 6 et 35. [1968].
2 pièces
- 58 Chemins de grande communication n° 502 et 504 et chemins vicinaux n° 5, 15, 38 et 39. 1968-1972.
1 chemise
- 59 Dossier relatif aux locations de biens communaux. 1929-1939.
1 chemise
- 60 Plans relatifs à l'aliénation d'excédents de voirie des chemins n° 7 et 14 dits " de la Vallée " et de Lincen à Pellaines. 27 janvier 1940.
2 pièces
- 61 Dossier relatif aux aliénations de biens communaux. 1949-1969.
1 liasse
- 62 Dossier relatif aux aliénations d'excédents de voirie situés le long des chemins n° 7 et 14. 1950-1952.
1 chemise
- 63 Actes d'acquisition de terrains pour cause d'utilité publique. 1953.
1 chemise
- 64 Dossier relatif au déclassement et à l'aliénation du chemin n° 6. 1954-1965.
1 chemise
- 65 Dossier relatif aux ventes publiques d'arbres. 1955.
1 chemise
- 66 Pièces relatives à l'acquisition de la parcelle cadastrée section A, n° 196f, nécessaire à la réalisation des travaux d'amélioration des

chemins n° 2, 5, 6 et 35. [1968].

2 pièces

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

- 67 Registre des emprunts. 1940-1941. 1 volume
- 68 68 - 71 BUDGETS ANNUELS. 1943-1955, 1958-1977.
1943-1949. 1 liasse
- 69 1950-1955, 1958-1959. 1 liasse
- 70 1960-1969. 1 liasse
- 71 1970-1977. 1 liasse
- 72 Dossier relatif au calcul de la superficie de la voirie communale en
vue de la répartition du Fonds des communes. 1950-1976. 1 chemise
- 73 Dossier relatif aux emprunts. 1957-1976. 1 liasse
- 74 Formulaire statistiques relatifs à la situation de la dette
communale. 1959-1964. 1 chemise
- 75 Modifications budgétaires. 1959, 1965. 1 chemise
- 76 Relevé des créances. 1971. 1 pièce
- 77 Fiches de classement des chemins en vue de la répartition du
Fonds des communes. [3e quart XXe siècle]. 1 fichier (ca 50 fiches)

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

- 78 78 - 88 JOURNAUX GÉNÉRAUX ET LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE.
1919-1948, 1953-1963.
1919-1935.

1 volume

79 1922-1936.

1 volume

80 1935-1937.

1 volume

81 1936-1937.

1 volume

82 1937-1942.

1 volume

83 1942-1944.

1 volume

84 1944-1946.

1 volume

85 1946-1948.

1 volume

86 1953-1956.

1 volume

87 1955-1963.

1 volume

88 1956-1957.

1 volume

89 89 - 90 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1926, 1941.
1926.

1 chemise

90 1941.

1 chemise

91 91 - 93 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1931-
1937, 1976.
Recettes. 1976.

1 chemise

92	92 - 93 DÉPENSES. 1931-1937, 1976. 1931-1937.	1 volume
93	1976.	1 chemise
94	Livre auxiliaire des recettes et des dépenses. 1938-1939.	1 volume
95	95 - 98 COMPTES ANNUELS. 1942-1943, 1945, 1958-1976. 1942-1943, 1945.	1 chemise
96	1958-1959.	2 cahiers
97	1960-1969.	1 liasse
98	1970-1976.	1 liasse
99	<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES</i> Matrice de rôle pour la contribution foncière. [ca 1795-1814].	1 volume
100	Dossier relatif aux contributions directes. 1934-1975.	1 chemise
101	Rôles de répartition des dépenses faites pour les travaux de curage, d'entretien et de réparation réalisés aux cours d'eau non navigables ni flottables. 1945, 1948.	2 pièces
102	Liste des personnes assujetties à la taxe provinciale sur les chiens. 1946.	1 pièce
103	103 - 105 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES COMMUNALES. 1950-1957, 1965-1968. Spectacles et divertissements. 1950-1957.	1 chemise

-
- 104 Force motrice et personnel occupé. 1955. 1 chemise
- 105 Extraction de sable, gravier, craie et argile plastique. 1965-1968. 1 chemise
- 106 - 108 DOSSIERS RELATIFS À LA CRÉATION ET AU
RENOUVELLEMENT DE TAXES COMMUNALES ET DE CENTIMES
ADDITIONNELS. 1951-1976.
- 106 1951-1959. 1 chemise
- 107 1960-1969. 1 chemise
- 108 1970-1976. 1 chemise
- 109 Journal auxiliaire des impositions et taxes. 1962-1974. 1 volume
- 110 Dossier relatif aux centimes additionnels au précompte immobilier. 1963-1975. 1 chemise
- 111 Dossier relatif au recensement des chiens. 1966. 1 chemise
- D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
- 112 Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties. 1833. 1 volume
- 113 Relevé des totaux des articles de la matrice cadastrale avec indication des changements qui surviennent annuellement dans ces totaux. 1834-1842. 1 cahier
- 114 - 118 MATRICES CADASTRALES. 1845-1920.
- 114 Volume 3, articles 598-782. 1 volume
- 115 Volume 4, articles 783-970. 1 volume

116	Volume 5, articles 971-1228.	1 volume
117	Volume 6, articles 1229-1539.	1 volume
118	Volume 7, articles 1540-1889.	1 volume
119	Registre indiquant les divisions de classement des parcelles. 1868-1919.	1 volume
120	État indiquant les divisions de classement des parcelles. 1868-1919.	1 cahier
121	Statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis. 1958-1965.	1 chemise

- 122** V. ÉTAT CIVIL
Registre chronologique des inhumations au cimetière communal.
1924-1926. 1 volume
- 123** Dossier relatif aux concessions de sépulture. 1954-1977.
1 chemise

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

- 124 Rapports d'inspection des registres de population, du registre des étrangers et des listes de milice de la commune, réalisés par le commissaire d'arrondissement. 1953, 1955. 2 cahiers

B. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

- 125 État individuel de la population de la commune. 1825. 1 cahier
- 126 Registre des habitants ou tableau de la population. 1825. 1 cahier
- 127 Dossier relatif aux changements de résidence. 1846-1884. 1 chemise

128 - 148 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1947.

- 128 *128 - 129 1847-1856.*
Volume 1. 1 volume
- 129 Volume 2. 1 volume
- 130 *130 - 131 1857-1866.*
Volume 1. 1 volume
- 131 Volume 2. 1 volume
- 132 *132 - 133 1867-1876.*
Volume 1. 1 volume
- 133 Volume 2. 1 volume

134	<i>134 - 135 1877-1890.</i> Volume 1.	1 volume
135	Volume 2.	1 volume
136	<i>136 - 137 1891-1900.</i> Volume 1, articles 1-180.	1 volume
137	Volume 2, articles 181-360.	1 volume
138	<i>138 - 140 1901-1910.</i> Volume 1, articles 1-200.	1 volume
139	Volume 2, articles 201-400.	1 volume
140	Volume 3, articles 401-500.	1 volume
141	<i>141 - 144 1911-1920.</i> Volume 1, articles 1-100.	1 volume
142	Volume 2, articles 101-200.	1 volume
143	Volume 4, articles 301-400.	1 volume
144	Volume 5, articles 401-500.	1 volume
145	<i>145 - 147 1921-1930.</i> Volume 1, articles 1-175.	1 volume
146	Volume 2, articles 176-350.	1 volume

147	Volume 3, articles 351-525.	1 volume
148	1931-1947, volume 1, articles 1-125.	1 volume
149	149 - 151 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1856, 1877-1900. 1847-1856.	1 cahier
150	1877-1890.	1 volume
151	1891-1900.	1 volume
152	Registre auxiliaire des domestiques et des ouvriers demeurant avec la personne pour laquelle ils travaillent. 1895.	1 volume
154	154 - 155 REGISTRES DES ENTRÉES. 1901-1962. 1901-1948.	1 volume
155	1948-1962.	1 volume
156	156 - 159 REGISTRE DES SORTIES. 1901-1968. 1901-1946.	1 volume
157	1946-1948.	1 volume
158	1948-1962.	1 volume
159	1963-1968.	1 volume

C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

160 - 161 RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE. 1961, 1970.

160 1961. 1 chemise

161 1970. 1 chemise

162 - 165 RELEVÉS GÉNÉRAUX DU MOUVEMENT DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1948-1976. 1948-1949.

162 1948-1949. 1 chemise

163 1950-1959. 1 chemise

164 1960-1969. 1 chemise

165 1970-1976. 1 chemise

D. ÉTRANGERS

166 Dossier relatif aux demandes de naturalisation. 1942-1970. 1 chemise

167 Bulletins d'étrangers. 1950-1954. 1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

168 - 169 LISTES DES CITOYENS QUI RÉUNISSENT LES CONDITIONS POUR ÊTRE ÉLECTEURS. 1833-1896.

168	Pour la formation de la Chambre des représentants et du Sénat. 1833-1895.	1 chemise
169	Pour concourir à l'élection des membres du Conseil communal. 1836-1896.	1 chemise
170	Listes supplémentaires des électeurs pour le Conseil provincial. 1836-1869.	1 chemise
171	171 - 196 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1844, 1851, 1857, 1860, 1894-1978. 1844.	1 pièce
172	1851.	1 pièce
173	1857.	1 pièce
174	1860.	1 pièce
175	1894-1895.	1 cahier
176	1895-1896.	1 chemise
177	1896-1897.	1 cahier
178	1897-1898.	2 cahiers
179	1898-1899.	1 chemise

180	1900-1901.	1 pièce
181	1901-1902.	1 cahier
182	1904-1905.	1 cahier
183	1925-1926.	1 cahier
184	1933-1935.	1 cahier
185	1954-1956.	1 cahier
186	1958-1960.	2 cahiers
187	1960-1962.	2 cahiers
188	1962-1964.	2 cahiers
189	1964-1966.	2 cahiers
190	1966-1968.	1 cahier
191	1969-1971.	2 cahiers
192	1970-1971.	2 cahiers
193	1970-1972.	1 cahier
194	1972-1974.	2 cahiers
195	1974-1976.	1 chemise

196	1976-1978.	2 cahiers
197	Listes principales et supplémentaires des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1869-1935.	1 chemise
198	Listes complémentaires des électeurs généraux et communaux. 1958-1959.	2 cahiers
199	Fiches des électeurs. [3e quart XXe siècle].	1 fichier (ca. 480 fiches)
	<i>B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES</i>	
200	Dossier relatif à la formation et à la révision des listes. 1836-1859.	1 chemise
	201 - 211 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, AUX CONSEILS PROVINCIAUX ET AUX CONSEILS COMMUNAUX PRODUITES DANS LE CADRE DE RÉVISIONS. 1886-1892, 1935, 1937, 1958-1960, 1966-1968, 1970.	
201	1886.	1 cahier
202	1887.	1 cahier
203	1888.	1 cahier
204	1889.	1 cahier
205	1891.	1 cahier
206	1892.	1 cahier
207	1935.	1 cahier
208	1937.	1 chemise

209	1958-1960.	2 cahiers
210	1966-1968.	1 cahier
211	1970.	2 cahiers
212	212 - 214 REGISTRES AUX RÉCLAMATIONS ÉLECTORALES. 1894-1921, 1928-1945, 1949-1959. 1894-1921.	1 volume
213	1928-1945.	1 volume
214	1949-1959.	1 cahier
215	Registre des incapacités électorales. 1923-1973.	1 cahier
216	Dossier relatif à la révision des listes électorales pour les conseils de prud'hommes. 1950.	1 chemise
217	Relevés des électeurs rayés. [1964-1968].	2 pièces
218	<i>C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS</i> Dossier relatif aux dépouillements des scrutins des élections communales. 1842, 1845, 1848, 1851, 1854, 1857.	1 chemise
219	Procès-verbaux des élections communales. 1842, 1845, 1851, 1860.	1 chemise
220	Expédition d'un arrêté de la Députation permanente relatif à l'annulation des élections du 28 octobre 1851. 20 novembre 1851.	1 pièce
221	Dossier relatif à la formation des listes des jurés pour la Cour d'assises. 1952-1974.	1 chemise

	222 - 225 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 1958, 1965, 1968, 1971.	
222	1958.	1 chemise
223	1965.	1 chemise
224	1968.	1 chemise
225	1971.	1 chemise
226	Dossier relatif aux élections communales du 10 octobre 1976. 1976.	1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

227 - 231 LISTES ALPHABÉTIQUES ET REGISTRES D'INSCRIPTION
DES MILICIENS. 1816-1922.

227	1816-1829.	1 volume
228	1830-1859.	1 volume
229	1860-1886.	1 volume
230	1887-1898.	1 volume
231	1887-1922.	1 volume
232	Dossier relatif aux miliciens en congé. 1848-1877.	1 chemise
233	Liste des miliciens qui ont été ajournés les années précédentes et sur le sort desquels il devra encore être statué. 1856.	1 pièce
234	Dossier relatif aux octrois de permissions. 1859-1865.	1 chemise
235	Correspondance générale. 1860-1864, 1896, 1905-1940.	1 chemise
236	Liste des membres du Conseil communal qui ont été membres certificateurs pour la milice. 1861-1871.	1 pièce
237	Extraits du registre-matricule des sous-officiers et soldats. 1871, 1891, 1895.	1 chemise
238	États des miliciens dont la désignation a été prononcée en séance de la Commission d'appel. 1919.	2 pièces

239	239 - 291 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1923-1973. 1863.	1 pièce
240	1883.	1 pièce
241	1923.	1 chemise
242	1924.	1 chemise
243	1925.	1 chemise
244	1926.	1 chemise
245	1927.	1 chemise
246	1928.	1 chemise
247	1929.	1 chemise
248	1930.	1 chemise
249	1931.	1 chemise
250	1932.	1 chemise
251	1933.	1 chemise
252	1934.	1 chemise
253	1935.	1 chemise
254	1936.	1 chemise

		1 chemise
255	1937.	1 chemise
256	1938.	1 chemise
257	1939.	1 chemise
258	1940.	1 chemise
259	1941.	1 chemise
260	1942.	1 chemise
261	1943.	1 chemise
262	1944.	1 chemise
263	1945.	1 chemise
264	1946.	1 chemise
265	1947.	1 chemise
266	1948.	1 chemise
267	1949.	1 chemise
268	1950.	1 chemise
269	1951.	1 chemise
270	1952.	1 chemise

271	1953.	1 chemise
272	1954.	1 chemise
273	1955.	1 chemise
274	1956.	1 chemise
275	1957.	1 chemise
276	1958.	1 chemise
277	1959.	1 chemise
278	1960.	1 chemise
279	1961.	1 chemise
280	1962.	1 chemise
281	1963.	1 chemise
282	1964.	1 chemise
283	1965.	1 chemise
284	1966.	1 chemise
285	1967.	1 chemise
286	1968.	1 chemise

287	1969.	1 chemise
288	1970.	1 chemise
289	1971.	1 chemise
290	1972.	1 chemise
291	1973.	1 chemise
292	Dossier relatif aux engagements volontaires. 1928-1940.	1 chemise
293	Dossier relatif aux miliciens exemptés définitivement. 1931-1933.	1 chemise
294	Dossier relatif aux réfractaires. 1931-1956.	1 chemise
295	Registre relatif à la rémunération spéciale accordée aux familles des militaires soldés rappelés. 1938-1939.	1 cahier
296	Cahier relatif aux paiements effectués par quinzaine et évaluation des dépenses en matière de rémunération de milice. 1939-1940.	1 cahier
297	Mémentos des indemnités accordées par la commune en matière de dédommagements aux ménages des mobilisés d'avril 1939. 1939-1940.	1 cahier
298	Registres des recettes et des dépenses relatives aux rémunérations accordées aux familles des mobilisés. 1939-1940.	2 cahiers
299	299 - 302 DOSSIER RELATIF AUX INDEMNITÉS DE MILICE EN FAVEUR DES AYANTS DROIT DES MILITAIRES SOLDÉS DE L'ARMÉE BELGE. 1939-1947, 1951-1969. 1939.	1 chemise

300	1940-1947.	1 liasse
301	1951-1959.	1 liasse
302	1960-1969.	1 chemise
303	Mémento des militaires rappelés sous les armes, avec indication des membres de la famille ainsi que des taux des indemnités accordées. 1940.	1 cahier
304	Livre auxiliaire des paiements mensuels des allocations aux familles des militaires soldés et des miliciens, rappelés ou maintenus sous les drapeaux. 1941.	1 cahier
305	Livre des recettes et des dépenses tenu par l'agent chargé d'effectuer les paiements. 1941-1947.	1 cahier
306	306 - 308 LISTES NOMINATIVES DES MILICIENS. 1948-1965. Miliciens appelés ou rappelés au service actif. 1948-1965.	1 chemise
307	Miliciens désignés pour la garde territoriale antiaérienne. 1952, 1956-1957.	1 chemise
308	Miliciens rappelés pour accomplir leur terme de service actif. 1953-1962.	1 chemise
309	Correspondance générale relative à la milice. 1948-1969.	1 chemise
310	Registre des demandes d'indemnités de milice. 1954-1991.	1 cahier
311	Signalement d'un militaire réputé déserteur. 16 juin 1965.	1 pièce

*B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES
EN TEMPS DE PAIX*

- 312 Dossier relatif aux réquisitions militaires. 1923-1956. 1 chemise
- 313 Registre de recensement des véhicules automobiles. [1925-1976]. 1 cahier
- 314 Dossier relatif aux recensements et aux réquisitions de chevaux et de véhicules automobiles. 1926-1968. 1 chemise
- 315 315 - 319 REGISTRES DE CLASSEMENT. 1927-1940. Véhicules automobiles. [1927]-1939. 1 cahier
- 316 Motocyclettes. [1930]-1939. 1 cahier
- 317 Véhicules hippomobiles. [1934]. 1 volume
- 318 318 - 319 CHEVAUX. [1934-1940]. [1934]. 1 volume
- 319 [1935-1940]. 1 cahier
- 320 Registre de la correspondance entrante relative à la mobilisation. 1935-1940. 1 cahier
- 321 Dossier relatif à la mobilisation. 1937-1939. 1 chemise
- 322 Dossier relatif au recensement des véhicules agricoles, horticoles et forestiers. 1949-1959. 1 chemise

C. GUERRES ET CONSÉQUENCES

- 323 323 - 324 REGISTRES DES PERSONNES SECOURUES. 1918, [1940]. 1918.

		1 cahier
324	[1940].	1 cahier
325	Relevé relatif au montant des secours accordés aux réfugiés français pendant leur séjour. 15 décembre 1918.	1 cahier
326	Diplômes de reconnaissance pour actes de bravoure. 1919.	1 chemise
327	Dossier relatif aux demandes de la rente des chevrons. 1920.	1 chemise
328	Dossier relatif aux bénéficiaires de la dotation établie par la loi du 1er juin 1919 au profit des combattants de la guerre 1914-1918. 1920-1936.	1 chemise
329	Correspondance avec la Croix-Rouge de Belgique relative aux expéditions de colis. 1941-1943.	1 liasse
330	Registre d'ordre du service du ravitaillement et du rationnement. 17 novembre 1941 - 9 mars 1948.	1 cahier
331	Relevés des soldats libérés. 1942-1943.	1 chemise
332	Registre d'inscription des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture des prestations requises par l'autorité civile. 1943.	1 cahier
333	Dossier relatif aux résistants. 1948-1954.	1 chemise
334	Dossier relatif aux déportés pour le travail obligatoire. 1949-1951.	1 chemise
335	Dossier relatif aux cérémonies d'hommage aux anciens combattants. 1949-1959.	1 chemise
336	Lettre du directeur général de l'Œuvre nationale des invalides de la guerre au bourgmestre relative à la liquidation d'une créance due au pharmacien Marcel van de Velde. 1er septembre 1950.	

1 pièce

337 Dossier relatif aux prisonniers politiques. 1950-1954.
1 chemise

338 Inventaires périodiques des cartes de ravitaillement. 1951-1970.
1 liasse

339 Listes des veuves bénéficiaires d'une pension de guerre. 1959-1966.
1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

- 340 Règlement de police. 1849. 1 pièce
- 341 États et bulletins des condamnations judiciaires. 1863-1874. 1 chemise
- 342 Dossier relatif aux collocations des personnes aliénées. 1864-1866. 1 chemise
- 343 - 346 REGISTRES AUX CONDAMNATIONS JUDICIAIRES. [1865-1949].
- 343 [1865-1901]. 1 cahier
- 344 [1887-1948]. 1 volume
- 345 [1928-1949]. 1 volume
- 346 [1947-1966]. 1 volume
- 347 Dossier relatif aux autorisations d'ouvrir des colombiers. 1924-1975. 1 chemise
- 348 Registre des transactions judiciaires. [1935-1966]. 1 volume
- 349 Dossier relatif aux commerçants ambulants. 1947-1976. 1 liasse
- 350 Dossier relatif aux vérifications périodiques des poids, mesures et instruments de pesage. 1948-1964. 1 chemise
- 351 Dossier relatif aux loteries et aux tombolas. 1950-1968. 1 chemise
- 352 Dossier relatif aux placements d'enseignes. 1954-1964. 1 chemise

-
- 354 Dossier relatif aux gardes particuliers. 1957-1970. 1 chemise
- B. GARDE COMMUNALE*
- 355 Dossier relatif à la garde communale. 1828-1829. 1 chemise
- C. SERVICE D'INCENDIE ET PROTECTION CIVILE*
- 356 Dossier relatif à l'organisation des secours en cas d'incendie. 1949-1971. 1 chemise
- 357 Dossier relatif à la surveillance des salles de spectacle. 1949-1976. 1 chemise
- 358 Dossier relatif à la protection civile. 1952-1962. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

359 Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire. 1951-1976.
1 chemise

360 Dossier relatif à la collecte et au traitement des immondices. 1960-1974.
1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

361 Dossier relatif à la lutte contre les maladies transmissibles. 1940-1955.
1 chemise

362 Registre des enfants vaccinés. 1956-1977.
1 volume

363 Dossier relatif à l'organisation d'une campagne de dépistage systématique de la tuberculose. 1957-1959.
1 chemise

2. LUTTE CONTRE LES MALADIES NON ÉPIDÉMIQUES

364 État de sommes dues à un médecin pour des prescriptions. [XIXe siècle].
1 pièce

365 Dossier relatif à la prévention contre le cancer. 1961-1963.
1 chemise

3. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

366 Registre d'inscription des déclarations de maladies, faites par les propriétaires. 1926-1940.
1 cahier

367 Dossier relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse. 1926-1964.
1 chemise

368 Registre d'inscription des déclarations faites par les médecins vétérinaires. 1939-1941.
1 cahier

-
- 369 Dossier relatif à l'amélioration des espèces bovines, caprines et porcines. 1940-1964. 1 chemise
- 370 - 373 DOSSIERS RELATIFS À LA LUTTE CONTRE LES MALADIES CONTAGIEUSES CHEZ LES ANIMAUX DOMESTIQUES. 1950-1970.
- 370 Peste aviaire. 1950-1955. 1 chemise
- 371 Tuberculose bovine. 1957-1970. 1 chemise
- 372 Hypodermose bovine. 1958. 1 chemise
- 373 Peste porcine. 1962-1970. 1 chemise
4. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS
- 374 Dossier relatif à la lutte contre les logements insalubres. 1955-1972. 1 chemise
5. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES
- 375 - 378 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION ET D'EXPLOITATION D'ÉTABLISSEMENTS CONSIDÉRÉS COMME DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES. 1960-1965, 1976.
- 375 Carrière de sable à ciel ouvert et dépôt d'explosifs, rue du Bailly 2 et sur la parcelle cadastrée section A, n° 372, par Gilbert Brassinne. 1960-1965. 1 chemise
- 376 Réservoir à mazout, dans le jardin de l'église paroissiale, par la Fabrique d'église. 1964. 1 chemise
- 377 Citerne à gaz, route de Huy, sur la parcelle cadastrée section A, n° 456E, par Léon Dassy. 17 février 1976. 1 pièce
- 378 Réservoir à mazout, rue des Gottes, sur les parcelles cadastrées section A, n° 514V et 516I, par Jean-Claude Lepage-Gourmand. 20 février 1976.

1 pièce

379

Relevés des appareils distributeurs de carburants installés sur le territoire de la commune. 1967.

2 pièces

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

380 Correspondance avec le commissaire voyer. 1948-1968. 1 chemise

381 Correspondance avec le conducteur des Ponts et Chaussées. 1951-1961. 1 chemise

*B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES*

382 Dossier relatif à la restauration des ruines de l'ancienne église. 1942, 1958-1963. 1 chemise

383 Dossier relatif à la construction d'un monument aux morts. 1950. 1 chemise

384 Dossier relatif aux travaux réalisés aux bâtiments scolaires. 1950-1965. 1 chemise

385 Dossier relatif aux travaux de restauration du presbytère. 1957-1970. 1 chemise

*C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS,
LES QUAIS)*

386 - 391 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE
LA VOIRIE. 1894-1973.
386 Chemin n° 7 et 14. 1894, 1909-1934. 1 chemise

387 Chemin n° 5 dit " de la Vallée ". 1897. 1 chemise

388 Chemins n° 1, 22 et 27 vers la route de l'État, avec
embranchement aux chemins n° 15, 27, 29, 34 et 39. 1900-1901. 1 chemise

389 Accotements à la bifurcation des chemins n° 1 et 15. 1930-1946. 1 chemise

-
- 390 Chemins n° 27, 29, 34 et de la rue du Cimetière. 1941. 1 chemise
- 391 Chemins de grande communication n° 502 et 504, et chemins vicinaux n° 5, 15, 38 et 39. 1965-1973. 1 liasse
- 392 Notes de frais pour des travaux de voirie. 1900. 1 chemise
- 393 Plan d'alignement du chemin à établir suivant le sentier n° 44. 7 juin 1908. 1 pièce
- 394 Dossier relatif à l'ouverture d'un nouveau chemin en remplacement du sentier n° 21. 1936-1940. 1 chemise
- 395 Dossier relatif aux travaux d'entretien des chemins n° 24 et 43, dits de Liège et de Malpas. 1939-1941. 1 chemise
- 396 Dossier relatif au déplacement des sentiers n° 10, 13 et 51. 1948-1970. 1 chemise
- 397 Dossier relatif à l'ouverture et à la déclaration de grande communication du chemin reliant Lincent à Orp-le-Grand. 1949-1969. 1 chemise
- 398 Dossier relatif au projet d'ouverture d'une rue de Maret. 1950-1954. 1 liasse
- 399 Dossier relatif aux raccordements aux égouts. 1951-1966. 1 chemise
- 400 Dossier relatif aux travaux réalisés au réseau d'égouts. 1951-1974. 1 chemise
- 401 - 406 PIÈCES RELATIVES AU PROJET D'AMÉLIORATION DU CHEMIN N° 39, DIT " RUE DU TROU ", ET DE CRÉATION D'UN CHEMIN POUR RELIER LE CHEMIN N° 39 AU SENTIER N° 38, DIT " PIERREUSE ". 1958.
- 401 État des emprises à réaliser.

		1 pièce
402	Tableau de renseignements.	1 pièce
403	Extrait de l'atlas des chemins vicinaux.	1 pièce
404	Plan terrier.	1 pièce
405	Profil en long.	1 pièce
406	Profils en travers.	1 pièce
407	Dossier relatif aux travaux de construction de la section Bruxelles-Liège de l'autoroute E5. 1968-1975.	1 liasse
	<i>D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES</i>	
408	Liste des riverains du ruisseau La Bacquelaine. 1946-1948.	1 chemise
409	Dossier relatif aux travaux de normalisation de La Bacquelaine. 1949-1971.	1 liasse
410	Dossier relatif aux cours d'eau non navigables. 1954-1975.	1 chemise
411	Dossier relatif aux ouvrages construits sur le Rys. 1962-1976.	1 chemise
	<i>E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE</i>	
	1. DISTRIBUTION D'EAU	
412	Dossier relatif aux travaux d'installation de la distribution d'eau. 1947-1954.	1 chemise
413	Dossier relatif aux raccordements au réseau. 1949-1958.	1 liasse

414	<i>414 - 416 DOSSIER RELATIF AUX TRAVAUX RÉALISÉS SUR LE RÉSEAU. 1954-1975.</i> 1954-1959.	1 chemise
415	1960-1969.	1 liasse
416	1970-1975.	1 liasse
417	Plans du réseau. 1972.	2 pièces
418	2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1927-1975.	1 liasse
419	Dossier relatif à la concession de la distribution d'énergie électrique sur le territoire de la commune. 1928.	1 chemise
420	Dossier relatif à l'électrification des écarts ruraux et des fermes isolées. 1959.	1 chemise
421	Dossier relatif aux travaux de construction de cabines électriques. 1967-1969.	1 liasse
422	3. ÉCLAIRAGE PUBLIC Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1950-1969.	1 chemise
423	4. TÉLÉPHONE <i>423 - 425 DOSSIERS RELATIFS AUX INSTALLATIONS TÉLÉPHONIQUES RÉALISÉES SUR LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL. 1953-1958, 1960-1976.</i> 1953-1958.	1 chemise
424	1960-1969.	1 liasse

425	1970-1976.	1 chemise
426	5. TRANSPORTS EN COMMUN Dossier relatif à l'établissement d'abribus. 1963-1972.	1 chemise
<i>F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</i>		
427	427 - 430 PLANS CADASTRAUX. 1921, 1940. Section A, 1re feuille. 1921.	1 pièce
428	Section A, 2de feuille. 1921.	1 pièce
429	Section B, 1re feuille. 1940.	1 pièce
430	Section B, 2de feuille. 1940.	1 pièce
431	Dossier relatif aux expropriations. 1950-1972.	1 chemise
432	Dossier relatif aux autorisations de construire ou de lotir. 1952-1976.	1 chemise

-
- 433** XII. ENSEIGNEMENT
Programme des écoles primaires communales. [1897-1899].
1 pièce
- 435** *435 - 437 LISTES DES ENFANTS SOUMIS À L'OBLIGATION SCOLAIRE.
1948-1949, 1952-1969.*
1948-1949.
1 cahier
- 436** 1952-1959.
1 liasse
- 437** 1960-1969.
1 liasse
- 438** Listes des enfants nés entre 1942 et 1961. 1950-1968.
1 chemise
- 439** Dossier relatif à l'organisation de l'enseignement primaire
communal. 1950-1975.
1 chemise
- 440** Règlement des écoles primaires communales. 1953.
1 chemise
- 441** Dossier relatif aux subventions de fonctionnement. 1956-1976.
1 liasse
- 442** Dossier relatif à l'organisation du cours de morale non
confessionnelle. 1962, 1975.
1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

- 443** Pièces relatives aux infrastructures touristiques établies sur le territoire de la commune. 1950, 1956.
1 chemise
- 444** Dossier relatif aux manifestations festives. 1950-1976.
1 chemise
- 445** Lettre du président du club adressée au bourgmestre relative à la formation du club cycliste " La pédale lincetoise ". 15 novembre 1965.
1 pièce
- 446** Dossier relatif à la création d'un centre culturel communal. 1965-1966.
1 chemise
- 447** Lettre du président de l'ASBL " L'Étrier mosan " au bourgmestre à l'organisation de courses hippiques sur le territoire de la commune, et réponse afférente. 1969.
2 pièces

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

448 - 450 LISTES ET RELEVÉS NOMINATIFS DES EXPLOITANTS.
1857, 1949-1950, 1959-1963.

448	1857.	1 cahier
449	1949-1950.	1 volume
450	1959-1963.	1 chemise
451 - 454 RECENSEMENTS AGRICOLES ET HORTICOLES. 1946, 1948, 1950-1951, 1955-1956, 1966-1976.		
451	1946, 1948.	1 chemise
452	1950-1951, 1955-1956.	1 liasse
453	1966-1969.	1 liasse
454	1970-1976.	1 liasse
455	Dossier relatif aux dégâts agricoles. 1947-1975.	1 chemise
456	Dossier relatif à la section locale de formation professionnelle de la " Jeunesse agricole ". 1950-1951.	1 chemise
457	Avis du bourgmestre relatif à la lutte contre le nématode de la pomme de terre. 29 octobre 1957.	1 pièce
458	Enquête sur la vaine pâture. [1958].	1 cahier
459	Dossier relatif aux indemnités accordées en vue de compenser la hausse des prix des céréales fourragères. 1958-1964.	1 chemise

- 460 Liste des producteurs de beurre de ferme titulaires d'une licence de l'Office national du lait et de ses dérivés. 30 décembre 1959.
1 pièce
- 461 Dossier relatif aux subsides accordés aux agriculteurs producteurs de lin. 1959-1970.
1 chemise
- B. COMMERCE*
- 462 Dossier relatif à l'accès à la profession. 1958-1972.
1 chemise
- 463 Dossier relatif au repos hebdomadaire dans le commerce et l'artisanat. 1961-1965.
1 chemise
- 464 Attestations d'activité. 1962-1976.
1 liasse

-
- 465** XV. AFFAIRES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL
Dossier relatif aux frais d'entretien des domiciles de secours. 1859-1870.
1 chemise
- 466** Liste des bénéficiaires de la pension de vieillesse. 1922-1931.
1 volume
- 467 - 468 DOSSIERS RELATIFS AUX ADMISSIONS ET HOSPITALISATIONS. 1928-1950.*
- 467** Sanatorium de Jauche. 1928-1950.
1 chemise
- 468** Hospice Lories de Hannut. 1933-1936.
1 chemise
- 469** Dossier relatif à l'Œuvre des dispensaires de l'arrondissement de Waremme. 1933-1941.
1 chemise
- 470 - 471 REGISTRES D'INSCRIPTION DES AYANTS DROIT À LA PENSION MAJORÉE. 1947-1971.*
- 470** 1947-1967.
1 volume
- 471** 1967-1971.
1 volume
- 472 - 474 DOSSIERS RELATIFS AUX LOGEMENTS SOCIAUX. 1948-1969.*
- 472** Société coopérative " La petite propriété terrienne de Hesbaye ". 1948-1968.
1 chemise
- 473** " La Hesbaye laborieuse ", société de crédit pour l'achat, la construction et la transformation de maisons ouvrières. 20 septembre 1968.
1 pièce
- 474** Le " Foyer hesbignon ", société de construction, d'achat ou d'amélioration d'habitations sociales. 1969.
1 chemise
- 475** Dossier relatif aux pensions de retraite et de survie. 1948-1976.

1 liasse

476 Dossier relatif aux aides allouées aux personnes porteuses de handicap. 1950-1970.

1 liasse

477 Lettre du directeur général de l'Œuvre nationale des orphelins des victimes du travail au Collège communal relative au paiement du subside annuel. 28 novembre 1953.

1 pièce

478 *478 - 480 DOSSIERS RELATIFS À LA MISE AU TRAVAIL DES CHÔMEURS. 1954-1957, 1960-1968, 1971-1972, 1976.*
1954-1957.

1 liasse

479 1960-1968.

1 liasse

480 1971-1972, 1976.

1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

- 481 Grand-livre sommier des revenus du Bureau de bienfaisance. 1834-1850. 1 volume
- 482 États de ce qui est dû au Bureau de bienfaisance pour traitement des personnes indigentes et pour les secours accordés. 1859-1865. 1 chemise
- 483 Registre aux délibérations. 30 novembre 1886 - 15 février 1906. 1 volume
- 484 484 - 486 BUDGETS ANNUELS. 1900-1925. 1900-1909. 1 chemise
- 485 1910-1919. 1 chemise
- 486 1920-1925. 1 chemise
- 487 487 - 489 COMPTES ANNUELS. 1899-1925. 1899-1909. 1 chemise
- 488 1910-1919. 1 chemise
- 489 1920-1925. 1 chemise
- 490 Correspondance générale. 1903-1922. 1 chemise
- 491 491 - 492 JOURNAUX GÉNÉRAUX ET LIVRES DE CAISSE. 1906-1927. 1906-1918. 1 volume
- 492 1918-1927. 1 volume

493	Livre sommier des immeubles appartenant au Bureau de bienfaisance. 1911-1939.	1 volume
<i>B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE</i>		
1. GÉNÉRALITÉS		
494	Rapports annuels. 1928-1939.	1 chemise
495	Correspondance générale. 1931-1934.	1 chemise
496	<i>496 - 498 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1937-1977.</i> 28 janvier 1937 - 19 février 1953.	1 volume
497	28 février 1953 - 5 juin 1967.	1 volume
498	30 juin 1967 - 25 mars 1977.	1 volume
499	Formulaires statistiques relatifs au personnel et aux finances. 1943-1964.	1 chemise
2. PERSONNEL		
500	<i>500 - 503 DOSSIERS RELATIFS AU RENOUVELLEMENT ET À L'INSTALLATION DES MEMBRES. 1931-1937, 1953, 1959, 1965, 1971-1974.</i> 1931-1937.	1 chemise
501	1953, 1959.	1 chemise
502	1965.	1 chemise
503	1971-1974.	1 chemise

504	3. PATRIMOINE Dossier relatif aux fermages et aux locations de terrains. 1929-1974.	1 chemise
505	Dossier relatif aux échanges de terrain. 1930-1961.	1 chemise
506	Dossier relatif aux locations du droit de chasse. 1949-1967.	1 chemise
507	Dossier relatif aux aliénations de terrains. 1953-1972.	1 chemise
508	Dossier relatif au lotissement de parcelles situées au lieudit " Pré des Gottes ". 1966-1976.	1 chemise
509	Liste des fermages perçus en 1976. 17 novembre 1977.	1 pièce
	4. FINANCES	
510	510 - 515 BUDGETS ANNUELS. 1926-1977. 1926-1929.	1 chemise
511	1930-1939.	1 chemise
512	1940-1949.	1 liasse
513	1950-1959.	1 liasse
514	1960-1969.	1 liasse
515	1970-1977.	1 liasse
516	516 - 521 COMPTES ANNUELS. 1928-1976. 1928-1929.	1 chemise

517	1930-1939.	1 chemise
518	1940-1949.	1 chemise
519	1950-1959.	1 chemise
520	1960-1969.	1 liasse
521	1970-1976.	1 chemise

522 - 547 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1931-1976. LES PIÈCES JUSTIFICATIVES SUBSISTANTES ANTÉRIEURES À 1950 ONT ÉTÉ INTÉGRALEMENT CONSERVÉES. POUR LES ANNÉES PLUS RÉCENTES, UN TRI A ÉTÉ OPÉRÉ. LES ANNÉES 1950, 1956, 1962, 1968, 1974 ET 1976 ONT ÉTÉ ENTIÈREMENT CONSERVÉES TANDIS QU'UNE SÉLECTION A ÉTÉ RÉALISÉE SUR UNE BASE QUALITATIVE POUR LES AUTRES ANNÉES.

522	1931.	1 chemise
523	1932.	1 chemise
524	1933.	1 chemise
525	1934.	1 chemise
526	1935.	1 chemise
527	1936.	1 chemise
528	1937.	1 chemise
529	1938.	1 chemise

530	1939.	1 chemise
531	1940.	1 chemise
532	1941.	1 chemise
533	1942.	1 chemise
534	1944.	1 chemise
535	1945.	1 chemise
536	1946.	1 chemise
537	1948.	1 chemise
538	1949.	1 chemise
539	1950.	1 liasse
540	1951.	1 chemise
541	1956.	1 liasse
542	1962.	1 liasse
543	1968.	1 liasse
544	1969.	1 chemise
545	1970.	1 chemise
546	1974.	

		1 chemise
547	1976.	1 chemise
548	<i>548 - 551 LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE. 1927-1955. 1927-1939.</i>	1 volume
549	1935-1939.	1 volume
550	1940-1947.	1 volume
551	1947-1955.	1 volume
552	Comptes de fin de gestion rendus par les receveurs. 1932-1938.	1 chemise
553	Dossier relatif au Crédit communal de Belgique. 1933-1947.	1 chemise
554	Situations comptables. 1940-1941.	1 chemise
555	<i>555 - 583 GRANDS LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1949-1977. 1949.</i>	1 chemise
556	1950.	1 chemise
557	1951.	1 chemise
558	1952.	1 chemise
559	1953.	1 chemise
560	1954.	1 chemise

561	1955.	1 chemise
562	1956.	1 chemise
563	1957.	1 chemise
564	1958.	1 chemise
565	1959.	1 chemise
566	1960.	1 chemise
567	1961.	1 chemise
568	1962.	1 chemise
569	1963.	1 chemise
570	1964.	1 chemise
571	1965.	1 chemise
572	1966.	1 chemise
573	1967.	1 chemise
574	1968.	1 chemise
575	1969.	1 chemise
576	1970.	1 chemise

577	1971.	1 chemise
578	1972.	1 chemise
579	1973.	1 chemise
580	1974.	1 chemise
581	1975.	1 chemise
582	1976.	1 chemise
583	1977.	1 chemise

5. EXÉCUTION DES TÂCHES

A. AIDE SOCIALE

584	Dossiers individuels d'interventions dans les frais d'entretien et d'hospitalisation. 1931-1977.	1 liasse
585	Dossier relatif aux enfants hospitalisés. 1933-1945.	1 chemise
586	Dossier relatif aux aliénés séquestrés à domicile. 1937-1971.	1 chemise
587	Fiches de renseignements pour la fixation des secours. 1938-1943.	1 chemise
588	588 - 590 Dossiers sociaux. 1948-1976. A-D.	1 liasse
589	F-J.	1 liasse
590	K-V.	1 liasse

-
- 591 États des sommes dues à la Commission d'assistance publique pour frais d'entretien et de traitement des indigents séquestrés à domicile. 1971.
1 chemise
- 592 Déclarations sur l'honneur d'absences de ressources dans le but de recevoir une aide sociale. 1972-1973.
1 chemise
- 593 Dossier relatif aux frais d'entretien des réfugiés politiques. 1972-1976.
1 liasse
- B. SERVICE DES SECOURS CIVILS*
- 594 Listes des indigents bénéficiant des secours médicaux et pharmaceutiques. 1935-1939.
1 chemise
- 595 595 - 596 Tableaux récapitulatifs des secours aux indigents. 1940-1941.
27 mai 1940 - 3 novembre 1940.
1 cahier
- 596 3 novembre 1940 - 1er mars 1941.
1 cahier
- 597 Registre relatif aux avances sur les pensions. 1940.
1 cahier
- 598 Journal des recettes et des dépenses des secours aux indigents. [1940].
1 cahier
- 599 Fiches d'indemnisation. 1940-1944.
1 chemise
- 600 Bordereaux des sommes payées à titre de secours. 1940-1944.
1 liasse
- 601 Dossier relatif aux récupérations de secours. 1940-1945.
1 liasse
- 602 États nominatifs des secours alloués. [1940-1945].
1 chemise

603	Déclarations de ressources. 1940-1947.	1 chemise
604	Comptes de gestion en fonds. 1942-1946.	1 liasse
605	Grand-livre des récupérations de Secours civils. 1942-1945.	1 cahier
606	Grand-livre des Secours civils. 1942-1946.	1 cahier
607	Journal de caisse des Secours civils. 1942-1946.	1 cahier
608	Demandes de crédits. 1942-1947.	1 chemise

XVII.RELATIONS AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE

A. GÉNÉRALITÉS

609 Correspondance générale. 1951-1968. 1 chemise

B. PERSONNEL

610 Liste nominative des membres du Conseil de Fabrique. 4 avril 1954. 1 pièce

611 Procès-verbal relatif à la nomination des membres du Bureau des marguilliers. 4 avril 1954. 1 pièce

612 Lettre du président du Conseil de fabrique et réponse relative à l'installation du nouveau curé. 1959. 2 pièces

C. PATRIMOINE

613 Dossier relatif aux libéralités. 1955-1976. 1 chemise

614 Dossier relatif aux aliénations de terrains. 1959, 1964. 1 chemise

D. FINANCES

615 615 - 620 BUDGETS ANNUELS. 1925-1937, 1947-1976. 1925-1929. 1 chemise

616 1930-1937. 1 chemise

617 1947, 1949. 2 cahiers

618 1950-1952, 1954, 1957-1959. 1 chemise

619 1960-1966, 1968. 1 chemise

620	1970-1976.	1 chemise
621	621 - 625 COMPTES ANNUELS. 1926-1927, 1946-1956, 1962-1976. 1926-1927.	2 cahiers
622	1946-1949.	1 chemise
623	1950-1956.	1 chemise
624	1962-1965, 1967.	1 chemise
625	1970-1973, 1975-1976.	1 chemise
626	626 - 627 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1973-1974. 1973.	1 chemise
627	1974.	1 chemise